



9 octobre

DANS LA RUE PUBLIC, PRIVE

Parce que le progrès social, c'est notre affaire !

Montrons notre Force !

Il n'est pas vrai qu'une quelconque prédestination ou loi économique imposerait la liquidation du service public pour libérer l'Entreprise de toute entrave et permettre à tou.te.s l'accès au bonheur. Nous savons bien que la casse de nos missions est synonyme de rapacité accrue des intérêts financiers. Il n'est plus utile de nous démontrer que cette rapacité se moque de l'intérêt général et de l'avenir de notre planète et de ses habitant.e.s.

Il n'est pas vrai que nous sommes condamné.e.s à subir les conséquences de choix faits au détriment de l'intérêt du plus grand nombre et du bonheur commun.

Les décisions politiques d'aujourd'hui...

Nulle table de la loi n'impose les suppressions d'emplois massives dans les services publics, la baisse des salaires, la désagrégation d'un statut garantie pour les agent.e.s et les administré.e.s, la liquidation des CHSCT, des abandons de pans entiers de nos missions, le transfert à des organismes privés et la marchandisation de celles-ci...

Nulle table de la loi n'oblige au dynamitage du Code du travail et des conventions collectives, à celui du statut de la Fonction Publique, à la casse des droits et protections sociales, à l'abandon et à la marchandisation des services publics, à la révocation du principe du service public pour tous les publics.

Parce que notre avenir nous appartient. Parce qu'il s'agit de choisir quel avenir nous voulons pour nous et pour les générations qui nous succéderont, nous savons l'importance des missions relevant du périmètre des ministères économiques et financiers. Nous ne pouvons accepter leur amputation, leur délitement, leur abandon.

... ne s'imposent pas comme les choix de l'avenir...

Nous ne pouvons accepter que soient encore amputées en emplois nos administrations.

2 130 suppressions d'emplois aux Finances Publiques, 40 000 depuis 2002, ce n'est pas tolérable pour l'intérêt général à l'heure de la mise en œuvre complexe du prélèvement à la source et des nombreuses sollicitations qu'il va générer, du besoin des collectivités locales de disposer d'un réseau comptable neutre, expert et proche, et non d'agences, ou de contrôle fiscal et de lutte contre la fraude fiscale.

Pas plus ne sont tolérables les 45 nouvelles suppressions d'emplois à la Concurrence, Consommation et Répression des Fraudes alors que le gouvernement se prépare à rétrécir encore ses implantations et ses missions de contrôle, ni les 80 emplois supprimés à l'INSEE à l'heure où l'importance d'une statistique indépendante des intérêts financiers renforce la pertinence de l'institut public.

Où est également l'intérêt général dans les 310 suppressions d'emplois d'agent.e.s de l'ex-industrie (DRIRE) avec le démantèlement du Pôle 3E (Entreprise, Emploi, Economie) des DIRECCTE, l'abandon des missions de services publics et des acteurs politiques en matière de développement économique aux régions, départements et Chambres de Commerce et de l'Industrie ? Pôle 3E, c'est le mauvais exemple préfigurateur de décisions qui vont intervenir dans moins de six mois dans les DIRECCTE, les DREAL et également dans les services centraux des directions à réseaux en application des deux circulaires - Organisation territoriale des services publics et Déconcentration et organisation des administrations centrales - du Premier ministre du 24 juillet.

Toutes ces suppressions d'emplois ne sont pas sans conséquence sur les agent.e.s directement concerné.e.s dans les services ou celles et ceux qui y restent, resteront, qui voient, verront leur vie professionnelle et personnelle « black-boulée » par les réformes et réorganisations incessantes.

Rien ne nous est imposé... que nous ne puissions encore rejeter !

L'ensemble de nos secteurs dont nous connaissons les enjeux en matière de justice fiscale et de contrôle de la dépense publique, de statistique économique et sociale, de protection des consommateurs, de sécurité industrielle et environnementale permettent de comprendre que l'État ne cherche plus désormais qu'à accompagner la compétitivité des grands groupes florissants en leur enlevant encore plus de contraintes réglementaires (dites «charges administratives» trop lourdes et trop coûteuses pour les seules entreprises) et de CONTRÔLES (et, là, cela concerne tous les secteurs d'intervention de Bercy). Bref, à force d'alléger la contribution des plus riches (CICE institutionnalisé, flat tax, abandon ISF...), de les délester de toutes charges et entraves, l'Etat alourdit celle des plus pauvres, des classes moyennes, des retraités.e.s et leur fait payer le prix du déséquilibre budgétaire. Un tel tour de passe-passe n'est plus acceptable pour les agents de Bercy comme pour l'ensemble des citoyens.e.s.

Rien n'est inéluctable ! Les décisions politiques d'aujourd'hui n'ont pas vocation à être par principe les choix de l'avenir.

Nous choisissons notre façon de vivre ensemble !

Construisons le rapport de force !
Montrons notre nombre, dans la grève, dans la rue.
Parce que nous sommes nombreux
à ne pas vouloir subir, nous serons forts !
Parce que nous sommes nombreux à ne pas renoncer,
soyons forts de la conviction
de notre réussite demain !

Le 9 octobre, par la grève interprofessionnelle et dans la rue, réaffirmons la nécessité du service public au service de l'intérêt général, ses principes de neutralité, continuité et proximité physique, la garantie pour un égal traitement des citoyens du statut de fonctionnaire, exigeons les conditions de notre santé au travail, exigeons des augmentations de salaires.

Remettons le progrès social au goût du jour !

